

Commission : Sommet international de Madrid UE-CELAC

Problématique : Quels axes de coopération renforcer entre l'Union européenne et l'Amérique latine ?

Auteur : Mexique

Le Mexique est non seulement membre fondateur des Nations Unies mais aussi du CELAC, la Communauté des Etats d'Amérique Latine et des Caraïbes, organisation fondée dans la ville de Mexico le 23 février 2010 lors du sommet du Groupe de Rio. Les Etats-Unis mexicains sont actuellement dirigés par Andrés Manuel Lopez Obrador (AMLO), élu Président le 1^{er} juillet 2018. Premier président de gauche depuis 30 ans, Lopez Obrador affirme que la lutte contre la corruption au Mexique est son combat tout en proposant une nouvelle stratégie d'approche dans la guerre contre le narcotrafic, une stratégie visant à traiter les facteurs sociétaux favorisant la criminalité. En outre de ses projets ambitieux sociaux, le Président AMLO planifie un développement économique du pays ainsi qu'une instauration progressive d'une culture de la paix, soutenu par son parti populaire MORENA, le Mouvement de Régénération Nationale qu'il fonde en 2012.

Le Mexique a des relations diplomatiques avec l'Union Européenne depuis 1960 et en 1997, les Etats-Unis mexicains ont été le premier pays d'Amérique latine à signer un accord global avec l'Union européenne. Ainsi, le Président Lopez Obrador considère qu'il est primordial d'améliorer les relations entre l'Union Européenne et de trouver des axes de coopérations communs. En effet, ces deux organisations entretiennent déjà des relations historiques, commerciales, migratoires et culturelles, ainsi que des valeurs communes de démocratie et de Droits Humains. L'approfondissement de cette relation permettrait une coopération bilatérale sur les plans environnementaux - en particulier une coopération concernant la question du changement climatique -, sociaux, économiques et politiques.

Premièrement, sur le plan économique, le 21 avril 2018, l'Union Européenne et le Mexique parviennent à un nouvel accord commercial qui implique la suppression quasi-totale des droits de douane permettant ainsi aux exportateurs européens d'économiser près de 100 millions d'euros par an en droits de douane. Il assure également la durabilité et la lutte contre la corruption et le maintien de solides normes de santé et d'hygiène pour les produits alimentaires. En outre, cet accord commercial couvre d'autres aspects de coopération économique entre le Mexique et l'UE tout en soutenant les droits des travailleurs et encourageant le combat contre le changement climatique et la transition vers une économie durable à faible émission de carbone. Par ailleurs, afin de lutter contre le chômage - le manque d'opportunité interne au Mexique -, le nouveau gouvernement du Président AMLO a pour objectif de stimuler la relance économique, le marché intérieur et l'emploi tout en améliorant les infrastructures et installant une couverture internet pour l'ensemble du pays.

Deuxièmement, sur le plan politique, le Président AMLO prévoit d'éliminer la corruption, de retrouver l'Etat de droit ainsi que d'effectuer un travail de prévention plutôt que de combat armé afin de lutter contre le narcotrafic et contre les violences présentes excessivement dans le pays depuis le début de la guerre de la drogue en 2006. Par ailleurs, le débat a été ouvert sur la légalisation de la drogue et de la création d'une période de transition vers une démocratie honnête, indépendante et participative, et la paix. En outre, le Président Lopez Obrador a établi une Garde Nationale qui a pour objectif d'améliorer la coordination et lutter contre la corruption, et projette une articulation de la sécurité nationale et publique.

Finalement, sur le plan social et environnemental, le Mexique soutient l'idée de développement durable et s'engage dynamiquement dans la lutte contre le changement climatique avec son programme ambitieux de diminuer de 50% les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. Le Mexique est donc ainsi sur la voie de la transition climatique avec un engagement enthousiaste et volontaire. En outre, le Mexique promeut aussi les droits de l'Homme avec le droit à l'éducation, à la liberté et à l'égalité. Il met notamment en place des programmes sociaux de protection des aînés, des handicapés tout en développant un « Benito Juarez National Scholarship Program » et le programme social « Young People Building the Future ». Ce dernier est mis en place par le Ministère du Travail et de la Protection Sociale visant à diminuer le chômage dans le cadre des jeunes mexicains.

Les Etats-Unis mexicains mettront donc tout en œuvre dans le but de parvenir à une coopération effective entre la CELAC et l'UE tout en défendant l'attachement du Mexique au règlement pacifique des différends et au droit international, et à sa tradition diplomatique non-interventionniste afin de trouver des solutions aux problèmes majeurs économiques, politiques, environnementaux et sociaux.